



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

conséquences des mouvements sociaux

Question au Gouvernement n° 2484

Texte de la question

CONSÉQUENCES DES MOUVEMENTS SOCIAUX

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Josso.

Mme Sandrine Josso. Monsieur le Premier ministre, le 5 décembre, cheminots, enseignants, étudiants, policiers, agents d'entretien public, avocats et syndicats manifesteront contre la future réforme des retraites. La colère gronde partout en France. Il y a peu, des milliers de professionnels de santé se mobilisaient pour sauver l'hôpital public.

M. Fabien Di Filippo. Vous êtes donc, depuis peu, revenue à la raison !

Mme Sandrine Josso. Jeudi dernier, des agriculteurs défilaient à Paris pour dénoncer « l'agri-bashing ». Hier, les sapeurs-pompiers et les CRS étaient réunis place de la République pour vous alerter sur leur situation. Aujourd'hui, en bloquant les dépôts pétroliers, c'est le secteur du BTP qui pousse un cri d'alarme face à l'augmentation des tarifs du gazole non routier.

M. Fabien Di Filippo. C'est une repentie qui vous parle !

Mme Véronique Louwagie. Nous avons pourtant prévenu le Gouvernement !

Mme Sandrine Josso. Dans ce contexte social tendu, il vous appartient, monsieur le Premier ministre, de rassurer et de fixer des orientations claires pour préserver la cohésion sociale de notre pays. Les Français sont prêts à une réforme des retraites pourvu qu'elle soit juste et que ses objectifs soient clairs et partagés. Qu'allez-vous répondre à ceux qui vont être touchés par ces mouvements sociaux ? Je pense notamment à ceux qui doivent prendre quotidiennement les transports ou leur voiture, ainsi qu'aux commerçants et artisans.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous enfin clarifier vos intentions sur la réforme des retraites ? Que comptez-vous faire pour désamorcer ces multiples crises, qui s'annoncent difficiles pour le quotidien de nos concitoyens et pour notre économie locale et nationale ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LT.)*

M. Fabien Di Filippo. On voit que vous êtes passée dans l'opposition !

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Sur la réforme des retraites, le Gouvernement a déjà eu l'occasion de s'exprimer – Jean-Paul Delevoye l'a fait à plusieurs reprises tout au long de cette séance. Je vais donc répondre à la question que vous avez posée sur

les commerçants et les artisans.

Tout au long de cette année, le Gouvernement a été à l'écoute des commerçants et des artisans, qu'il a accompagnés dans des moments difficiles. Je pense au mouvement des gilets jaunes, aux intempéries dans l'Aude, à l'incendie de Notre-Dame de Paris et à l'organisation du G7 – ce n'était pas un moment difficile, mais un événement auquel ils ont contribué en ouvrant leurs boutiques alors qu'ils avaient peu de clients. Je pense également à l'incident de Lubrizol.

Lors du mouvement des gilets jaunes, je rappelle que nous avons reporté plus de 100 millions d'euros d'échéances fiscales et plus de 300 millions d'euros d'échéances sociales. Nous avons autorisé des heures de chômage partiel à hauteur de près de 35 millions d'euros. Ces mesures utiles ont été déployées avec efficacité au plus près des commerçants et des artisans concernés, avec l'appui des chambres consulaires et des associations de commerçants qui se sont constituées.

Nous ne nous sommes pas contentés de cela : nous avons lancé une stratégie nationale pour l'artisanat et le commerce de proximité, qui comporte un volet d'accompagnement financier et un volet consacré aux territoires ruraux.

Comme tout au long de cette année, nous allons être à l'écoute et au service des commerçants et des artisans qui attendront les clients les 5, 6 et 7 décembre. Au fil de l'eau et en fonction de leurs besoins – c'est de là qu'il faut partir –, nous ferons en sorte de répondre à leurs préoccupations.

S'agissant de la réforme des retraites, vous savez que nous sommes déterminés, mais à l'écoute. Nous avons l'intention d'apporter le maximum de précisions dans les jours qui viennent.

M. Régis Juanico. Nous verrons jeudi !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *secrétaire d'État*. Cependant, les fondamentaux de la réforme sont connus : il s'agit d'une réforme sociale, au service de tous les Français. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à Mme Sandrine Josso.

Mme Sandrine Josso. Madame la secrétaire d'État, améliorer la trésorerie, ce n'est pas la même chose que compenser la perte de chiffre d'affaires. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LT. – Mme Véronique Louwagie applaudit également.*)

M. Pierre Cordier. Ça, c'est vrai !

Données clés

Auteur : [Mme Sandrine Josso](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (7^e circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2484

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 décembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 décembre 2019](#)